



## ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

### UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



### **Une semaine d'actualité**

**La Grèce est officiellement à la tête de l'Union européenne le 8 janvier** au moment où le pays va mieux. Il n'est donc plus question aujourd'hui de sortir de l'Union. Mais sa présidence s'annonce déjà mouvementée. L'opposition a manifesté dans les rues de la capitale. Un mauvais signe pour les élections européennes en mai qui pourraient confirmer la montée des populismes. **Athènes profite de sa présidence** pour militer en faveur d'un système unique d'asile et d'une meilleure coordination entre les États membres de l'immigration illégale **et pour s'en prendre à la troïka** des bailleurs de fonds du pays

Le **PE aussi** «selon lequel l'aspect social ne peut pas être écarté de l'analyse du travail de la Troïka. **Des millions de citoyens sont victimes de ces programmes.** De nombreuses erreurs ont été faites et une estimation erronée de la situation des pays figure parmi l'une d'elles.

Alors que **David Cameron** a promis un référendum sur la sortie ou non du Royaume-Uni de l'UE d'ici 2017, **un projet de loi va être étudié par le Parlement britannique sur la possibilité d'un veto** permanent que la Grande Bretagne pourrait utiliser contre toute législation européenne et mercredi Londres a lancé **un ultimatum à l'Europe.** L'UE doit se réformer ou le Royaume Uni la quittera !

**Commission. Michel Barnier**, l'homme qui veut devenir président L'ambition et les chances du commissaire sortant.

L'attitude combative de **François Hollande** sur le thème de l'Europe. Le président **mise sur le couple franco-allemand** pour relancer l'Europe. Berlin salue les propositions et le « pacte de stabilité » du Président

**JPV**

## INSTITUTION

### Le président français mise sur le couple franco-allemand pour relancer l'Europe

26.02.2014

Lors de sa conférence de presse de mardi, François Hollande a abordé nombre de sujets dont celui de l'Europe. Il a insisté sur sa vision franco-allemande de la relance de l'Europe : "Cette dynamique franco-allemande nous permettra (...) de relancer l'idée européenne au lendemain des élections au Parlement européen".

Une coopération accrue avec l'Allemagne pour relancer l'Europe.

**Pour en savoir plus** C'est sur des questions économiques et sociales, de défense et de transition énergétique que le président souhaite voir des initiatives franco-allemandes.

**Le thème de la défense** n'a été qu'une "partie minime de son discours", mais François Hollande a mis l'**accent sur la convergence économique et sociale**, évoquant **une harmonisation des règles fiscales entre les deux pays**.

Il a également insisté **sur la transition énergétique** : "C'est un grand enjeu pour l'Europe mais nous devons, France et Allemagne, montrer l'exemple",.

**Préoccupation face à la future issue des élections européennes**

Se posant en défenseur du projet européen face à l'**eurosepticisme grandissant, notamment chez nos voisins outre-Manche**, François Hollande a adressé un message clair. "Je ne laisserai pas faire au cours des prochains mois ceux qui veulent en terminer avec l'idée européenne, pas seulement en France. La presse fait également part de l'**agacement du président face aux "égoïsmes"** qui existent entre les Etats membres lors des réunions au Conseil européen.

**Réactions à Berlin** Le gouvernement allemand a salué mercredi le **"Pacte de responsabilité" exposé par François Hollande**, qui prône une baisse des dépenses publiques et un allègement du coût du travail via une réduction des charges sociales des entreprises. Le gouvernement allemand a salué en outre la volonté de François Hollande de renforcer la coopération entre la France et l'Allemagne dans le domaine de l'énergie. Le prochain conseil des ministres franco-allemand est prévu le 19 février à Paris. **L'enthousiasme reste modéré.**

La chancelière allemande a récemment demandé une nouvelle réforme des traités, écartée par le gouvernement français. Mardi, François Hollande a parlé d'une "convergence économique" entre les deux pays. Il a notamment évoqué l'instauration d'un salaire minimum en Allemagne, une décision qui concerne plus la coalition CDU-SPD que le couple franco-allemand.

**La France et l'Allemagne pourraient davantage se retrouver sur le volet énergétique.** Quant à la coopération militaire évoquée par François Hollande, les deux pays en ont une vision éloignée. Le soutien de l'Allemagne a été très distant lors des interventions françaises au Mali et

en Centrafrique. **L'Allemagne freine également sur une Europe de la défense**

### **Présidence du Conseil . La Grèce part en campagne sur la politique d'asile européenne**

La présidence grecque milite en faveur d'un système unique d'asile et d'une meilleure coordination entre les États membres de l'immigration illégale.

**Pour en savoir plus** La Grèce n'est pas satisfaite de la nouvelle mouture du règlement de Dublin sur l'immigration qui entrera en vigueur en juillet 2015. La République hellénique avait voté contre ce projet et souhaite maintenant lancer un débat sur le partage équitable de la charge liée à la gestion des flux migratoires entre les États membres.

**Selon la loi européenne "Dublin II"**, un demandeur d'asile à l'obligation de déposer sa demande dans le premier pays européen dans lequel il arrive. Le pays d'arrivée a quant à lui la charge de traiter la demande.

La Grèce et d'autres pays du sud, tels que l'Espagne, l'Italie et Malte, regrettent que leur situation géographique les oblige à traiter seuls des milliers de demandes d'asile.

### **Libre circulation: la Commission publie un guide sur la détermination de la résidence habituelle en matière de sécurité sociale**

La Commission européenne vient de publier un guide pratique sur la «détermination de la résidence habituelle» pour aider les États membres à appliquer correctement les règles de l'UE sur la coordination de la sécurité sociale aux citoyens de l'Union qui sont partis vivre dans un autre État membre. Le nouveau guide apporte des éclaircissements sur le critère de «la résidence habituelle» appliqué dans l'UE et facilite son application pratique par les autorités des États membres.

[http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-14-13\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-13_fr.htm)

## **COMMISSION/CONSEILS**

### **Angela Merkel ne voudrait pas de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission... mais l'ancien Premier ministre luxembourgeois s'est dit "en principe prêt"**

L'ancien premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker est aussi candidat à la présidence de la Commission européenne. Angela Merkel pourrait toutefois ne pas lui accorder son soutien, ce qui risque de compromettre son futur.

**Pour en savoir plus** La chancelière allemande aurait pensé à **Christine Lagarde**, la directrice du Fonds monétaire international, à Jean-Claude Juncker pour remplacer Jose Manuel Barroso. Si le centre-gauche sort vainqueur des élections du Parlement européen, **Angela Merkel devrait accorder sa confiance à Martin Schulz**, l'actuel président du Parlement européen.

**Même si Angela Merkel et Jean-Claude Juncker font partie de la famille des conservateurs**, leurs relations ne sont pas au beau fixe. L'ancien directeur de l'Eurozone a trop souvent marché sur les pieds de grands décideurs politiques, surtout en Allemagne, ce qui lui a joué des tours.

### **De son côté, Michel Barnier confirme sa candidature à la présidence de la Commission européenne**

L'actuel commissaire européen au Marché intérieur et aux services **revient sur son mandat à la Commission**. Depuis 2009, il dresse un bilan positif des actions entreprises en réaction à la crise de 2008 : "Nous, en Europe, nous en tirons les leçons. Nous mettons de l'ordre dans l'économie européenne, y compris en encadrant les bonus. En tant que commissaire chargé des marchés financiers, j'ai proposé et négocié vingt-huit lois de régulation. J'ai bâti le projet d'Union bancaire, et nous sommes en train de le faire aboutir". C'est sur cet atout que semble miser le candidat à la présidence de la Commission.

**Barnier se retrouve pour l'instant face à son collègue du même groupe, Jean-Claude Juncker, et à Martin Schulz**, candidat pour le Parti socialiste européen (PSE).

## **PARLEMENT**

### **Troïka: les impacts sociaux doivent être pris en compte**

L'affaiblissement des conventions collectives, des taux de chômage élevés et une violation des droits sociaux fondamentaux sont les principales conséquences sociales de la Troïka, débattues ce jeudi par la commission de l'emploi et des experts, dans le cadre d'une audition. Les orateurs ont reconnu la nécessité de réduire les déficits publics mais ont constaté que les politiques mises en œuvre n'ont pas permis les résultats attendus en matière de croissance économique et de compétitivité

**Pour en savoir plus** Les quatre pays (Grèce, Chypre, Portugal et Irlande) soumis à la politique de la Troïka ont connu une hausse élevée de leur taux de chômage qui a affecté les jeunes de manière disproportionnée et a mené à une vague d'émigration qui a doublé dans ces pays. De nombreuses PME ont également fermé.

**La Charte des droits sociaux du Conseil de l'Europe a été violée**, a déclaré Peter Stangos du Comité européen des droits sociaux et le nombre de citoyens qui risquent de tomber dans la pauvreté a augmenté.

## **Le marchandage de passeports à Malte hérissé le Parlement européen**

**La décision de Malte de mettre en vente la citoyenneté européenne a soulevé une vague d'indignation au Parlement européen. Mais aussi mis en lumière le commerce d'autres pays européens.**

**L'UE est impuissante face à la décision de l'État membre.** En effet, l'octroi de citoyenneté demeure une prérogative exclusive des États membres, même si elle ouvre à tous les droits réservés à tout citoyen européen.

### ***Pour en savoir plus* Chypre, l'Autriche, la Belgique et le Portugal pointés du doigt**

Si la décision maltaise choque dans les rangs du Parlement européen, elle n'est pourtant pas isolée.

**L'Autriche** prévoit qu'une demande de nationalité puisse être déposée en contrepartie d'investissements directs à hauteur de 3 millions d'euros. Chypre offre la même possibilité aux non-ressortissants d'un pays membre de contre un investissement de 2 millions d'euros dans l'immobilier et une donation de 500.000 euros au fonds de recherche de technologie.

**D'autres pays tels que la Belgique, le Portugal propose quant à eux des permis de résidences** menant à terme à l'obtention de nationalité contre des investissements conséquents.

Reste que l'encadrement de l'attribution de la citoyenneté européenne reste une problématique qui devrait revenir dans le débat politique européen.

## **Une femme allemande au directoire de la BCE**

Le Parlement européen a approuvé le 16 janvier la candidature de l'Allemande Sabine Lautenschlager au directoire de la Banque centrale européenne. La candidate, qui succèdera à l'Allemand Jörg Asmussen, souhaite mettre en œuvre la supervision bancaire avant 201

## **ETATS**

### **Autriche**

#### **Une jeune Française assassinée**

Le corps de **Lucille, une étudiante Erasmus** originaire de la région de Lyon, a été découvert le dimanche 12 janvier 2014 à Kufstein, une petite ville de l'Ouest de l'Autriche. La police assurait lundi qu'elle a été assassinée.

### **Danemark**

#### **Le bonheur de payer des impôts**

D'après l'OCDE, le Danemark est le pays de l'Union européenne où la pression fiscale est la plus forte, devant la Belgique et la France. Et pourtant 80 % des Danois trouvent normal de payer des impôts, ils sont même 12 % à trouver qu'ils n'en paient pas assez

## **France**

### **La France avance en solo sur les travailleurs « low cost »**

La France n'attendra pas l'Europe pour encadrer plus strictement le détachement des travailleurs. Une proposition de loi socialiste vient d'être déposée à l'Assemblée nationale afin d'encadrer davantage cette pratique dénoncée depuis des années pour ces nombreuses dérives.

### **Martin Schulz explique l'Europe aux jeunes de banlieue parisienne**

Les présidents des parlements français et européen, **Claude Bartolone** et **Martin Schulz** ont défendu le projet de l'UE face aux lycéens de Seine-Saint-Denis. Un département où l'abstention a atteint des niveaux record en 2009. Pour rappeler l'influence du Parlement européen, son président Martin Schulz a souligné que « 70 % de la législation nationale provenait aujourd'hui d'une législation européenne.

### **Indépendamment, la défiance à l'égard de l'Union européenne bat des records en France.**

Les Français n'ont plus confiance dans la politique, selon une enquête réalisée par le Cevipof et OpinionWay. Députés européens et Union européenne sont les premières cibles de cette défiance « **Cette fois ce n'est plus le baromètre de la confiance, mais de la défiance** » a reconnu Pascal Perrineau, directeur du Centre d'études de la vie politique française

## **Royaume Uni**

### **Des députés veulent un droit de veto sur les lois de l'UE**

Près d'une centaine de députés conservateurs britanniques ont demandé au Premier ministre David Cameron que la chambre basse du Parlement du Royaume-Uni puisse mettre son veto à toute législation européenne existante et futur

**Actuellement, le parlement britannique n'a pas de droit de veto automatique sur les lois européennes**, et le Premier ministre ne peut utiliser de veto que sur des sujets très sensibles, comme la défense et le budget de l'UE. Peu de temps après son élection en 2010, David Cameron avait cependant mis en place "un verrou législatif" rendant obligatoire le recours à un référendum à chaque future velléité d'abandon de prérogatives au profit de Bruxelles

### **Mercredi, par la voix du ministre britannique des Finances, George Osborne, Londres menace même de quitter l'UE, faute de réforme Des chèques-cadeaux pour réduire l'immigration**

Les agents du ministère britannique de l'Intérieur obtenant le rejet de demandes d'asile sont récompensés entre autres par des chèques-cadeaux, a rapporté, mercredi, "The Guardian". Une information qui fait scandale outre-Manche.

## **République Tchèque**



## **Bruxelles a gelé les subventions de la République tchèque**

Et ce d'un montant total de 100 milliards de couronnes, soit près de 3,7 milliards d'euros. **La Commission européenne aurait constaté de graves problèmes dans leur utilisation.** Le gel des finances concerne plus particulièrement le Programme opérationnel 'Entreprises et innovation', géré par le ministère de l'Industrie. La Commission européenne n'est pas satisfaite du fait que le contrôle des projets européens aurait été confié par le ministère en 2009 à la Chambre économique, dans la mesure où c'est cette même Chambre économique qui encaisse les subventions. Le gel des subventions concerne également le Programme opérationnel régional de la Bohême centrale

### **ECONOMIE/FINANCE**

#### **Russie: la banque centrale cesse d'intervenir pour soutenir le rouble**

La banque centrale russe a annoncé lundi qu'elle cessait toute intervention sur le marché des changes pour soutenir le rouble, qui a chuté de plus de 10% l'an dernier.

Elle indique qu'elle réduit "ses interventions de 60 millions de dollars par jour à zéro". Elle les avait déjà divisées par deux en octobre.

L'évolution du rouble est encadrée pour le protéger de la volatilité des marchés, mais la banque centrale, qui compte le laisser évoluer totalement librement en 2015, supprime un à un les freins à ses mouvements.

La monnaie russe a accusé le coup, l'euro montant vers 14H30 GMT à 45,31 roubles, contre 45,20 roubles avant l'annonce de la banque centrale, et le dollar à 33,21 roubles, contre 33,12 roubles.

### **RELATIONS EXTERIEURES/ ETATS HORS DE L'UE 28**

#### **À Kiev, la mobilisation anti-Ianoukovitch reprend de l'ampleur**

Après s'être essouffée, la mobilisation contre le président Viktor Ianoukovitch a repris de plus belle à Kiev, dimanche, où près de 50 000 personnes se sont rassemblées. Ils dénonçaient notamment l'agression d'opposants par la police

#### **L'Ukraine adopte des lois anti-manifestations**

Le Parlement ukrainien vient de se doter d'un arsenal législatif visant à durcir les sanctions à l'égard des manifestants. Une série de textes vue par l'opposition comme une tentative de musellement du mouvement de contestation qui agite le pays

## **Le fromage, pomme de discorde pérenne entre la Norvège et l'UE**

Le parti libéral norvégien, est revenu sur ses engagements sur le marché unique. Il ne veut plus lever la taxe sur les importations en provenance de l'UE.

**Pour en savoir plus** Depuis plus d'un an, la Commission européenne s'agace du comportement de la Norvège. Ce pays, membre de l'Espace économique européen (EEE) mais pas de l'UE, a introduit une taxe sur les produits importés de l'UE. De plus, le pays nordique n'a pas mis en pratique plus de 400 directives européennes, qui font obstruction au marché unique de l'Union.

## **Israël se chamaille avec l'UE sur la colonisation**

Israël a vertement répliqué vendredi aux condamnations européennes de la colonisation, s'engageant dans une rixe diplomatique avec son principal partenaire commercial, trois jours après celle qui a éclaté avec son allié stratégique américain.

## **ENERGIE/ENVIRONNEMENT**

### **Total va investir dans le gaz de schiste au Royaume-Uni**

Total est devenu depuis ce lundi matin le premier grand groupe pétrolier au niveau mondial à exploiter le gaz de schiste. Le groupe français a en effet annoncé la signature d'un accord pour l'exploitation du gaz non-conventionnel au Royaume-Uni, alors que la France a interdit toute expérimentation autour de ce gaz tant décrié.

#### **Qui mise sur le gaz de schiste**

Le Royaume-Uni, où le groupe français est présent depuis 1962, est l'un des rares pays à autoriser l'exploitation du gaz de schiste au nom du mix énergétique, un savant mélange de gaz non-conventionnel, de nucléaire, d'hydraulique et de solaire. Et ce non seulement pour assurer la sécurité de son approvisionnement mais aussi pour viser une énergie moins chère

### **Pollen, miel et OGM au menu du Parlement européen**

Le Parlement européen a adopté le 16 janvier une résolution s'opposant à l'autorisation d'un nouveau type de maïs génétiquement modifié dans l'Union européenne.

**Pour en savoir plus** Une recommandation qui vient en contrepied de celle de la Commission européenne. Non contraignant, le vote du Parlement européen est un appel de pied aux 28 États membres, très divisés sur la question, qui devront trancher avant le 12 février 2014. Le dossier a resurgi suite à une condamnation de la Commission par la Cour de justice de l'Union européenne en septembre dernier. La CJUE reproche à la Commission de ne pas avoir pris de décision sur le processus d'autorisation du maïs OGM 1507 de Pioneer, déposé pour la première fois



en 2001. Un rappel à l'ordre qui a poussé l'exécutif bruxellois à soumettre une proposition d'autorisation.

## **SOCIAL/Pratique**

### **Bruxelles s'interroge sur le modèle de la télévision payante**

L'enquête ouverte par Joaquin Almunia, le commissaire à la Concurrence, concerne spécifiquement **les accords de licence conclus entre cinq grands studios américains** (Twentieth Century Fox, Warner Bros., Sony Pictures, NBCUniversal et Paramount Pictures) **et les principales chaînes payantes européennes** (BSkyB, Canal+, Sky Italia, Sky Deutschland et l'espagnole DTS). Ces contrats, bien souvent, sont basés sur l'idée d'une « **protection territoriale absolue** » : **la télévision à péage ne peut diffuser le film du studio que dans son Etat d'origine**. Actuellement, quelqu'un vivant en Belgique n'a donc pas la possibilité de s'abonner à Canal+. Or, pour Bruxelles, ce pourrait être **illégal au regard des traités**. Mieux, cette analyse a été confirmée par la Cour de justice de l'Union dans un domaine similaire, celui du football. En clair, **les licences pourraient rester nationales pourvu que n'importe qui en Europe puisse ensuite s'abonner à la chaîne**. Celui qui voyage à l'étranger doit aussi pouvoir regarder la chaîne à laquelle il est abonné.

## **BREVES**

### **Grèce: deux nouveaux députés d'Aube Dorée en prison**

Six autres députés sur 18 de ce parti ont déjà été mis en examen depuis septembre, et trois d'entre eux sont en prison, dont le dirigeant du parti Nikos Michaloliakos.

### **Espagne: les nationalistes basques défient Madrid dans les rues de Bilbao**

Un défi lancé à Madrid après l'interdiction d'une mobilisation en soutien aux prisonniers de l'ETA.

**L'infante Cristina**, fille du roi Juan Carlos d'Espagne, ne fera pas appel de son inculpation pour fraude fiscale et blanchiment d'argent

### **Ukraine : un dirigeant de l'opposition en soins intensifs après des heurts à Kiev**

L'ancien ministre de l'Intérieur Iouri Lutsenko était hospitalisé, samedi, après avoir été battu lors de heurts entre des manifestants pro-européens et la police.

### **SOS abeilles en détresse en Europe : la fin du monde telle que l'imaginait Einstein approche-t-elle ?**

**Le plus célèbre et le plus respecté de notre Histoire récente, prédisait la fin de l'humanité quelques années seulement après la disparition des abeilles.**

26.02.2014

7 milliards d'abeilles, soit plus de 120 millions de ruches : voilà le déficit que connaît actuellement l'Europe selon une étude publiée le 8 janvier 2014. A ce constat alarmant, si l'on en croit les prédictions d'Albert Einstein, s'ajoute une augmentation de 300%, depuis 1961, des terres cultivées nécessitant la pollinisation des abeilles

### **Un nouveau billet de 10 euros pour lutter contre la contrefaçon**

La Banque centrale européenne vient de le dévoiler. Il devrait entrer en circulation en septembre.

Après celui de 5 euros, mis en circulation en mai 2013, ce nouveau billet de 10 euros est la deuxième étape du remplacement des anciens billets par **la nouvelle série, baptisée "Europe"**

### **Pays-Bas,**

### **Les détenus vont bientôt devoir payer leurs nuits de prison**

Le gouvernement néerlandais a présenté une proposition de loi visant à faire payer les prisonniers et les parents de mineurs incarcérés 16 euros par nuit passée

### **Airbus bat le record de commandes d'avions en 2013**

L'avionneur européen coiffe au poteau son rival américain Boeing et établit la meilleure performance commerciale de l'histoire de l'aéronautique.

Les commandes nettes, c'est-à-dire après déduction des annulations, se sont montées à **1 503 avions pour Airbus**, contre 1 355 pour l'avionneur de Seattle. A la fin 2013, **le carnet de commandes s'établissait à un record de 5 559 avions**. L'équivalent de huit années de production.

## **MEDIAS EUROPEENS**

### **Chômage: Ayrault va chercher des idées en Autriche**

#### **BFMTV**

*Le Premier ministre se rendait à Vienne ce 16 janvier pour une visite officielle de 2 jours. **Paris s'intéresse de très près au modèle autrichien**. En mettant l'accent sur la formation professionnelle, il permet d'afficher un faible taux de chômage. Il va donc profiter de sa rencontre avec **Heinz Fischer**, président fédéral d'Autriche, et le chancelier social-démocrate, **Werner Faymann**,*

**Les Autrichiens triomphent sur les pistes de ski mais pas seulement** : l'Autriche rafle aussi le trophée du **taux de chômage le plus bas de l'Union européenne**, avec seulement 4,8%.

*Le chômage des jeunes, lui, est de seulement 8,6%.*

#### **L'apprentissage est un droit garanti**

**La clé de la réussite est sans nul doute la formation professionnelle**. L'Autriche investit beaucoup dans les 35 à 40% d'élèves qui s'orientent vers l'apprentissage. Et ceux qui ne trouvent pas d'entreprises à l'issue de leur formation en alternance sont placés par le

**Pôle emploi autrichien dans un atelier financé par l'Etat. Car depuis 2008, l'apprentissage est un droit garanti.**

**Un modèle que l'Allemagne a aussi adopté** puisque le pays compte aujourd'hui 1,6 million d'apprentis, soit trois fois plus que la France (430.000). Du coup, 83% des jeunes Allemands en formation sont aujourd'hui des apprentis.

**Mais ce n'est pas la seule action menée par l'Autriche pour lutter contre le chômage.** L'Autriche finance également des cours d'allemand pour les apprentis d'origine étrangère. **Elle soutient aussi les filles qui se lancent dans des métiers masculins.**

Autre mesure pour favoriser la formation : **dans les quartiers sensibles, des éducateurs ont été mis en place** afin qu'ils repèrent les jeunes qui décrochent pour les remettre sur les rails

### **Rue des allocations", l'émission de télé-réalité britannique qui déchaîne les passions**

Dans un contexte de débat national sur le système des aides sociales, l'émission dresse un portrait peu reluisant des bénéficiaires.

**Pour en savoir plus** Sept millions de téléspectateurs ont regardé le premier épisode de "Benefits Street" ("Rue des allocations sociales"). Dans cette émission de télé-réalité britannique, produite par la chaîne privée **Channel 4** et centrée sur une rue défavorisée de Birmingham (Angleterre), un homme explique comment voler des vêtements dans des magasins. Un couple confesse, en riant, avoir été pris en flagrant délit de frauder le système des allocations sociales. En revanche, ne cherchez pas les habitants qui travaillent : ils ne figurent pas dans le programme.

### **L'ambassade de France à Londres fait la guerre au «French bashing»**

La représentation diplomatique dans la capitale britannique répond à un article sur «la tragédie de l'expérience socialiste».

La France, "ce grand pays et ses merveilleux habitants sont voués au déclin cette année encore, c'est pourquoi les milieux d'affaires français, les entrepreneurs et les cadres vont à nouveau venir chercher fortune à Londres au cours des 12 prochains mois" Ces propos peu flatteurs pour l'Hexagone, parus le 7 janvier, dans le quotidien économique gratuit City AM, ont fait bondir l'ambassade de France à Londres qui y a vu un nouvel exemple de "french bashing" (dénigrement de la France).

**En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel**

26.02.2014

*Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **jp.villaescusa@assemblee-afe.fr***